



autorité de régulation
des communications électroniques,
des postes et de la distribution de la presse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Développement et maintenance d'un portail de collecte de données

Accord-cadre passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert suivant les articles L.2124-2 et R.2124-2 1°, L.2125-1 1°, R.2161-2 à R.2161-5, R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Pouvoir adjudicateur

Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep ou Autorité)

14 rue Gerty Archimède - CS 90410

75613 PARIS cedex 12









Adresse Internet du site de l'Autorité : <https://www.arcep.fr>

Sommaire

Article 1 -	Objet du marché.....	4
Article 2 -	Procédure applicable et forme du marché	4
Article 3 -	Allotissement.....	4
Article 4 -	Tranches	4
Article 5 -	Durée du marché.....	5
Article 5.1 -	Prise d'effet et durée de la période d'exécution du marché	5
Article 5.2 -	Reconduction du marché	5
Article 5.3 -	Reconduction anticipée du marché	5
Article 6 -	Délais d'exécution et prolongation des délais	6
Article 7 -	Lieu d'exécution des prestations.....	6
Article 8 -	Documents contractuels	6
Article 9 -	Montant du marché	7
Article 10 -	Prix du marché.....	7
Article 10.1 -	Modalités de variation des prix.....	7
Article 10.2 -	Clause butoir.....	8
Article 10.3 -	Clause de sauvegarde	8
Article 11 -	Bons de commande	8
Article 12 -	Réexamen des prestations de l'accord-cadre	9
Article 12.1 -	Services supplémentaires devenus nécessaires.....	9
Article 12.2 -	Marché de prestations similaires	9
Article 12.3 -	Circonstances imprévues.....	9
Article 12.4 -	Substitution d'un nouveau Titulaire	9
Article 12.5 -	Modifications non-substantielles	10
Article 12.6 -	Modifications de faible montant.....	10
Article 13 -	Obligations du Titulaire du marché.....	10
Article 14 -	Information et conseil	11
Article 15 -	VABF et VSR	11
Article 16 -	Réversibilité et transférabilité.....	11
Article 17 -	Modification du caractère technique en cours d'exécution et arrêt des prestations ..	12
Article 18 -	Confidentialité	12
Article 19 -	Droit de propriété intellectuelle.....	12
Article 20 -	Protection des données à caractère personnel	13
Article 21 -	Développement durable.....	14

Article 22 -	Conditions financières	14
Article 22.1 -	Paieement par l'Arcep	14
Article 22.2 -	Modalités de facturation	15
Article 22.2.1 -	Généralités	15
Article 22.2.2 -	Modalités de facturation des prestations	16
Article 22.3 -	Délai global de paiement	16
Article 22.4 -	Sous-traitance	17
Article 22.5 -	Avance	17
Article 22.6 -	Cession et nantissement de créances	17
Article 22.7 -	Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire du marché	17
Article 22.8 -	Réfaction du prix	18
Article 23 -	Pénalités	18
Article 23.1 -	Pénalités générales de retard	18
Article 23.2 -	Pénalités de retard – Maintenance	19
Article 24 -	Assurances	19
Article 25 -	Changement de situation du Titulaire	20
Article 26 -	Résiliation	20
Article 27 -	Litiges	20
Article 28 -	Dérogations aux documents généraux	21
Article 29 -	Dispositions finales	21

Apperçu du marché

	Objet du marché	Développement et maintenance d'un portail de collecte de données
	Désignation de l'acheteur	Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep)
	Forme du marché	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande
	Architecture du marché	Lot unique
	Tranches	1 tranche ferme (développement) et 1 tranche optionnelle (maintenance)
	Durée	2 ans – 2 reconductions d'1 an possibles
	Lieu d'exécution	Au sein des locaux du Titulaire – Réunions à prévoir au siège de l'Arcep ou à distance
	Prix	Prix mixtes – Révisable – Phasage budgétaire prévu au sein du CCAP

Marché de prestations de développement et de maintenance d'un portail de collecte de données

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet **le développement et la maintenance d'un portail web permettant la collecte, la vérification et le traitement de fichiers de données.**

Le détail des prestations à fournir figure dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 2 - Procédure applicable et forme du marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique (ci-après désigné « le Code »).

Il constitue un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles L.2125-1 1°, R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code.

Qualifié de marché de services, il est régi par le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (ci-après désigné « CCAG-TIC »).

Article 3 - Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique d'exécution, conformément à l'article L.2113-10 du Code. En effet, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Article 4 - Tranches

Le marché comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- **Tranche ferme :**
 - Développement et le déploiement d'une version « alpha », dont le périmètre exact sera à déterminer en cours de projet, afin de mettre en place et vérifier dès que possible l'ensemble de la chaîne d'infrastructure et de déploiement.
Cette version ne sera pas ouverte aux utilisateurs externes.
 - Développement et l'ouverture aux utilisateurs externe d'une version 1.0 permettant de gérer *a minima* la collecte des données MCI uniquement. Les utilisateurs externes seront donc les opérateurs télécom du fixe.
Cette version permettra d'arrêter l'application de collecte actuelle.
 - Développement et l'ouverture générale d'une version 1.1 comprenant l'ensemble des fonctionnalités décrites à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du CCTP.
Avec cette version, l'Arcep sera en mesure d'ajouter, de configurer et de gérer plusieurs collectes en parallèle et de manière autonome.
 - Phase de réversibilité (déclenchement sur bon de commande au prix indiqué au sein du BPU).

La tranche ferme est conclue à prix mixtes.

- **Tranche optionnelle :**

- Maintenance corrective, adaptative, préventive et évolutive de la solution.

La tranche optionnelle sera exécutée via l'émission de bons de commande conclus sur la base du Bordereau des Prix Unitaires.

Conformément à l'article R.2113-6 du Code, la décision d'affermir la tranche optionnelle sera effectuée unilatéralement par l'Arcep. La décision sera prise en tenant compte, notamment, de la bonne exécution de la tranche précédente.

Cet affermissement sera notifié par écrit au Titulaire via la plateforme de dématérialisation PLACE à l'issue de la Vérification de Service Régulier (ou « VSR », cf. Article 15 - du CCAP) et au plus tard un (1) mois à compter de l'émission du service fait de la tranche ferme.

En cas de non affermissement de la tranche optionnelle, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité d'attente et/ou aucune indemnité de dédit ne sera versée.

Article 5 - Durée du marché

Article 5.1 - Prise d'effet et durée de la période d'exécution du marché

Conformément à l'article R.2182-4 du Code, l'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de deux ans.

En tout état de cause, l'accord-cadre prendra fin une fois le montant maximum atteint.

Article 5.2 - Reconduction du marché

L'accord-cadre est reconductible tacitement deux fois pour une durée d'un an par décision de l'Arcep, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

La décision de non-reconduction sera adressée au minimum deux mois avant le terme de la période d'exécution en cours du marché.

Article 5.3 - Reconduction anticipée du marché

L'Autorité peut prendre la décision de reconduire l'accord-cadre de manière anticipée sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer. Il s'agit d'une décision expresse.

Cette décision met fin à la durée de la période d'exécution en cours et déclenche, de manière anticipée, la période d'exécution suivante.

La date de reconduction anticipée marque alors le point de départ :

- de la durée de la période d'exécution définie par l'Article 5.1 - du présent CCAP ;
- de la computation du montant ou volume minimum et/ou maximum fixé pour cette nouvelle période.

Pour l'application de la clause de révision des prix, la date de reconduction anticipée se substitue à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre ou, le cas échéant, à la date de la précédente reconduction anticipée.

La décision de reconduction anticipée est notifiée au Titulaire par l'Autorité et précise :

- la date d'effet de la reconduction anticipée ;
- la date d'échéance de la période ainsi reconduite ;
- la date de référence pour le calcul de la révision des prix.

Article 6 - Délais d'exécution et prolongation des délais

Le calendrier de réalisation des prestations sera défini avec le Titulaire dans le respect des exigences formulées par le CCTP.

Les délais d'exécution des prestations de maintenance évolutive figureront dans le devis et/ou le bon de commande *ad hoc*.

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du CCAG-TIC.

Article 7 - Lieu d'exécution des prestations

Les prestations se dérouleront au sein des locaux du Titulaire.

Sauf indication contraire, les réunions avec l'Autorité se tiennent au sein de ses locaux sis 14 rue Gerty Archimède à Paris (75012). Au besoin et avec l'accord de l'Autorité, certaines réunions pourront être assurées à distance.

Article 8 - Documents contractuels

La signature de l'acte d'engagement emporte acceptation des pièces constitutives du marché mentionnées ci-dessous.

Conformément à l'article 4 du CCAG-TIC, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'**Acte d'engagement (AE)** et son **annexe financière**, le **Bordereau des prix unitaires (BPU)** ;
- Le présent **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** ;
- Le cahier des **Clauses techniques particulières (CCTP)** ;
- Le **Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication**(CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 - JORF du 1^{er} avril 2021 ;
- Tous les éléments de **l'offre technique du Titulaire** du marché ;
- Les **déclarations de sous-traitance (DC4)**, le cas échéant, et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché ;
- Les **bons de commande**.

Seuls les exemplaires conservés par l'Autorité font foi.

Les pièces générales (Code de la commande publique, CCAG-TIC) sont réputées connues des parties.

La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) n'est pas un document contractuel. Seul le montant global du marché subséquent, renseigné au sein de l'Acte d'engagement, est contractuel. Le détail quantitatif estimatif (DQE) n'est pas un document contractuel.

Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions générales et particulières éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Article 9 - Montant du marché

L'accord-cadre est passé sans montant minimum et avec un **montant maximum fixé à 380 000 € HT** au global pour toute la durée du marché, reconductions incluses.

L'Autorité estime que le montant forfaitaire pour le développement du portail de collecte se situe autour de 150 000 € HT.

Sur la durée de l'accord-cadre, les prestations seront exécutées au moyen de bons de commande dont la valeur cumulée ne saurait excéder le montant maximum du marché.

Le présent accord-cadre ne comporte pas de montant minimum ou de volume minimum de commande.

Article 10 - Prix du marché

Le présent marché est conclu à prix mixtes :

- La tranche ferme est conclue à prix mixtes (majeure partie conclue à prix forfaitaire, réversibilité conclue à prix unitaire exécutée via l'émission d'un bon de commande émis sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU)).
- La tranche optionnelle sera exécutée via l'émission de bons de commande émis sur la base du BPU.

Les montants des prestations devront être renvoyés au BPU et à l'acte d'engagement formalisé avec le Titulaire.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent CCAP et dans le CCTP, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le Titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du Titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché. Les demandes de paiement sont adressées en montant hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Article 10.1 - Modalités de variation des prix

Le mois d'établissement des prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la notification du marché. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fixes pendant la première année d'exécution du marché.

En cas de reconduction, ils seront ensuite révisés tous les ans à la date anniversaire de la notification du marché, conformément à l'article R2112-13 du Code, par application de la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times \left[0,3 + 0,7 \times \left(\frac{I_m}{I_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P_r : Prix révisé

P_0 : Prix initial du contrat réputé établi dans les conditions économiques du mois zéro

I_0 : Valeur de l'indice de référence du mois zéro

I_m : Valeur du dernier indice de référence paru au mois de révision des prix

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

L'indice de référence est l'**indice Syntec révisé (SYN REV)**.

Il est publié sur le site de la **Fédération Syntec** : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Ainsi que sur **Le Moniteur** : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/41a51b8c-1b27-4d7c-b2d2-2e0af815cdb5>.

Pour la mise en oeuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Le Titulaire dispose d'un **délai de dix jours à compter de la date de révision des prix** pour faire parvenir à l'Autorité une note comprenant le BPU à prix révisés, le calcul à employer sur les factures pour obtenir le prix de règlement révisé, le coefficient de révision applicable, ainsi que le montant révisé sur la base du coefficient obtenu, sur la base de la formule ci-dessus.

L'Autorité notifie son acceptation au Titulaire dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. À défaut de retour, la révision de prix est réputée acceptée par l'Autorité.

La formule de révision de prix et le coefficient obtenu sont à reporter par le Titulaire sur les factures émises à partir de la date anniversaire du marché.

Article 10.2 - Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la formule de révision de prix sera limitée à augmentation de 5% et ne pourra pas aller au-delà.

Article 10.3 - Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'évolution du prix de règlement résultant de l'application de formule de révision est supérieure à 5% et/ou que l'exécution du marché est compromise du fait de l'application de la clause butoir ci-dessus, l'Autorité se réserve le droit de résilier la partie non-exécutée du marché, sans dédommagement possible pour le Titulaire.

Article 11 - Bons de commande

Conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code, les prestations seront traitées sur la base du BPU et feront l'objet de l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins de l'Autorité.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Le montant du bon de commande.

Le Titulaire n'acceptera d'ordre que contre remise d'un bon de commande établi par l'Arcep et signé d'une personne habilitée. Tout autre moyen pour passer commande n'engage pas la responsabilité de l'Arcep. En cas de contestation, seul le bon de commande fait foi.

Les bons de commande ne pourront être émis que pendant la durée de validité du marché.

En tout état de cause, la durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder trois mois à compter du dernier jour de validité du présent marché.

Article 12 - Réexamen des prestations de l'accord-cadre

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément aux articles R.2122-7, R.2194-1 à R.2194-10 du Code, de :

1. Demander la réalisation de prestations similaires à celles du marché.
2. Ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du/des marché(s) ;
3. Modifier des prestations prévues initialement.

Article 12.1 - Services supplémentaires devenus nécessaires

En vertu des dispositions de l'article R.2194-2 du Code, le marché pourra être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code, des services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de Titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

Article 12.2 - Marché de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, si les conditions prévues à l'article R.2122-7 du Code sont réunies.

Article 12.3 - Circonstances imprévues

En vertu de l'article R.2194-5 du Code, le marché pourra être modifié en présence de circonstances imprévisibles mais uniquement si l'acheteur a respecté son obligation de diligence.

Article 12.4 - Substitution d'un nouveau Titulaire

En application de l'article R.2194-6 du Code et du présent article relatif au réexamen, le marché pourra être modifié en cas de substitution d'un nouveau Titulaire au Titulaire initial.

Le présent marché pourra également être modifié, en application de l'article précité du Code, dans le cas d'une cession dudit marché, à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial et à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire devra alors remplir les conditions qui avaient été fixées par l'Arcep pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Article 12.5 - Modifications non-substantielles

Le présent marché pourra être modifié en vertu de l'article R.2194-7 du Code sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles. Il conviendra de se référer aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code, selon lesquelles une modification est substantielle, notamment, lorsque au moins une des conditions suivantes est remplie :

- Elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
- Elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;
- Elle modifie considérablement l'objet du marché ;
- Elle a pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau Titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R.2194-6 du Code.

Article 12.6 - Modifications de faible montant

Le présent marché pourra être modifié, en vertu de l'article R.2194-8 du Code lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R.2194-7 du Code sont remplies.

Lorsque, en application des articles précités du Code et du présent article, plusieurs modifications successives sont effectuées, l'Arcep prendra en compte leur montant cumulé, comme imposé par l'article R.2194-9 du même Code.

Article 13 - Obligations du Titulaire du marché

Le Titulaire est soumis aux obligations suivantes pendant toute la durée du marché :

- Réaliser les prestations conformément aux documents du présent marché et dans son offre ;
- Maintenir la qualité des équipes ou personnes qui travaillent sur le projet, proposées dans son offre ;
- Livrer les documents demandés dans le respect des délais contractuels et conditions de réalisation prévues au présent accord-cadre ;
- Respecter son obligation de confidentialité prévue dans le marché et l'ensemble des obligations légales, ou d'autre nature, applicables à l'objet de l'accord-cadre.

Le Titulaire fournit les prestations dans le respect de la définition de l'objet du présent accord-cadre et des principes prévus au CCTP. Il met en œuvre tous les moyens humains, organisationnels et professionnels pour effectuer ces prestations conformément aux pièces de l'accord-cadre.

Il remet à l'Arcep des livrables exempts d'erreur matérielle. Il veille en permanence à assurer la transparence de ses actions à l'Arcep.

Le Titulaire garantit avoir, en interne ou par le biais de sous-traitants, l'ensemble des connaissances, compétences et savoir-faire techniques et organisationnels nécessaires à l'exécution du présent marché. Il garantit la faisabilité technique et la légalité des solutions préconisées.

En tant que professionnel, le Titulaire est garant du respect :

- De toutes obligations légales et réglementaires en vigueur de nature à couvrir ou impacter les prestations recommandées et/ou mises en œuvre en application du présent marché ;
- Des règles de l'art et règles de bonne conduite pour chacune des prestations visées dans son offre et le marché.

Le Titulaire est seul responsable de l'obtention des éventuelles autorisations nécessaires pour la réalisation de ces prestations.

Article 14 - Information et conseil

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, a une obligation permanente de conseil à l'égard de l'Arcep dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer l'Arcep de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent marché.

Article 15 - VABF et VSR

Les dispositions du chapitre 5 du CCAG-TIC s'appliquent au présent marché.

La notification de la vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) permet à l'Arcep de vérifier la conformité des éléments livrés au cahier des charges et la cohérence de la solution dans son ensemble. La durée de cette étape est de trente (30) jours.

La Vérification de Service Régulier (VSR) permet à l'Arcep de vérifier, à l'issue de la VABF, le bon fonctionnement des prestations en environnement de production.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC :

- la durée de cette étape peut durer entre un (1) et quatre (4) mois : en effet, dans le cadre du développement du portail de collecte (tranche ferme), la VSR devra englober une campagne complète de collecte des données MCI (cf. article 3.2 CCTP) ;
- elle commencera à compter de la mise en production des développements initiaux et de toute évolution ou nouvelle fonctionnalité, et devra permettre de faire réintervenir le Titulaire dans le cas où des dysfonctionnements liés à la solution venaient à rendre caduc cette vérification.

Article 16 - Réversibilité et transférabilité

En matière de réversibilité et de transférabilité, les conditions décrites à l'article 42 du CCAG-TIC s'appliqueront.

Les conditions de mise en œuvre de ces dernières sont détaillées au sein du CCTP.

Article 17 - Modification du caractère technique en cours d'exécution et arrêt des prestations

Ces deux principes sont mis en œuvre dans le respect des articles 25 et 41 du CCAG TIC.

Article 18 - Confidentialité

Le Titulaire du marché s'engage à observer une stricte confidentialité à l'égard des tiers sur le contenu des prestations objet du présent marché et leurs modalités d'exécution.

L'article 5 du CCAG-TIC s'applique : en particulier, le Titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire du marché garantit la confidentialité des échanges et des informations fournies par l'Autorité. Il s'engage à protéger les informations relevant du secret des affaires, à ne pas divulguer ces informations à des tiers, et ce, sans limitation de durée, et à n'en faire utilisation que dans le cadre du présent marché.

Le Titulaire se porte fort du respect de cette obligation de confidentialité par ses salariés et sous-traitants éventuels et sera responsable de plein droit en cas de manquement de l'une ou l'autre de ces personnes.

Tout manquement aux présentes justifierait une résiliation de plein droit du marché et engage la responsabilité contractuelle du Titulaire.

Article 19 - Droit de propriété intellectuelle

Les documentations, bases de données, données et autres documents remis au Titulaire du marché par l'Arcep pour l'exécution du présent marché restent la propriété exclusive de l'Arcep.

Les droits de propriété intellectuelle portent sur l'intégralité des prestations réalisées et/ou des résultats fournis en exécution du présent marché et composés :

- des éléments et livrables visés au CCTP et en particulier, l'ensemble des éléments produits dans le cadre de ce marché (scripts, code, documentation, ...) ;
- de tous les autres travaux objet des présentes tels que, notamment, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les informations, les modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle.

Les droits de propriété intellectuelle sont cédés à titre exclusif à l'Acheteur conformément aux dispositions des articles 32 à 35 du CCAG – PI.

Les droits cédés comprennent notamment :

- Le droit de reproduire, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports, y compris électroniques, tant actuels que futurs, connus ou inconnus ;

- Le droit de représenter, de communiquer au public, de mettre à disposition du public ou de distribuer, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris électroniques, tant actuels que futurs, connus ou inconnus ;
- Le droit d'adapter, de résumer, de traduire, d'incorporer, en tout ou partie, par tous moyens, tant actuels que futurs, connus ou inconnus, dans toute étude ou tout autre document ou produit ;
- Le droit de transférer les résultats à un prestataire, une autre institution ou toute autre personne du choix des membres du groupement de commande ;
- Le droit de mettre à disposition du public via leur diffusion sur des sites internet notamment en open data.

L'ensemble de ces droits est transférable par l'Arcep qui, en tant que cessionnaire, a la liberté d'exercer l'ensemble des droits acquis, directement ou par un tiers.

Cette cession est faite pour le monde entier et pendant toute la durée de la protection légale des droits d'auteur. Le prix de la cession de droits est compris de façon forfaitaire et définitive dans le montant du marché.

Les résultats pourront être exploités en toutes langues et tous pays, sous toutes formes et présentations et par tous procédés tant actuels que futurs par l'Arcep ou tout tiers autorisé.

Le Titulaire du marché assure à l'Arcep la jouissance exclusive des droits d'utiliser les résultats contre tout trouble, revendication et éviction d'un tiers, à un titre quelconque et il indemnise des éventuelles conséquences dommageables pour l'Arcep.

Il atteste notamment que l'ensemble des résultats sont entièrement originaux et n'incorporent aucun élément protégé susceptible de violer les droits de tiers. Dans le cas contraire, l'Arcep se réserve la faculté de résilier le présent marché, sans préjudice du paiement de tout éventuel dommage et intérêt subis par l'Arcep.

L'ensemble des éléments fournis par l'Arcep pour l'exécution du présent marché reste sa propriété exclusive. Le présent marché ne saurait entraîner aucun transfert de propriété de l'Arcep au bénéfice du Titulaire. Le droit d'utilisation sur ces éléments accordé au Titulaire par l'Arcep est limité aux seuls besoins et durée du présent marché.

Si l'exploitation des résultats par l'Arcep nécessite l'utilisation de savoir-faire ou de brevets antérieurs détenus en tout ou en partie par le Titulaire, celui-ci s'efforce, sous réserve des droits consentis à des tiers et de ses intérêts légitimes, de favoriser cette exploitation pour les besoins définis aux présentes selon des conditions à convenir au cas par cas.

La reproduction ou l'utilisation par le Titulaire du marché, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, des documents précités est interdite sans autorisation de l'Arcep. Les seules reproductions autorisées sont celles nécessaires à l'exécution du présent marché.

Le Titulaire du marché conserve ses droits propres - dont ceux d'exploiter les résultats - conformément aux dispositions de l'article 46.3 du CCAG-TIC.

Article 20 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

L'article 5.2.1 du CCAG-TIC s'applique. Dès lors, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Le Titulaire du marché accordera une vigilance particulière au respect le plus strict de la protection des données à caractère personnel des personnes impliquées dans la réalisation des prestations. Le Titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements de données à caractère personnel réalisés pour le compte de l'Arcep répondent aux exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD ») et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et garantissent la protection des droits des personnes concernées.

L'application développée devra impérativement respecter les dispositions du RGPD.

En cas de nécessité, conformément à l'article 28 du RGPD, le Titulaire et l'Arcep précisent, le cas échéant, par voie contractuelle, dans les meilleurs délais et au plus tard deux mois à compter de la notification de l'acte d'engagement, l'objet et les conditions de mise en œuvre des traitements de données susvisés. En cas de non-respect de ses obligations, le Titulaire s'expose, en fonction de la gravité du manquement, à la résiliation du marché.

Article 21 - Développement durable

Dans le cadre de ce marché, le Titulaire devra mener des actions visant à réduire, trier et recycler ses déchets, ainsi qu'à optimiser ses déplacements et utiliser des modes de transport respectueux de l'environnement dès que cela est possible.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le Titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement. L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité¹. Le cas échéant, l'acheteur invite le Titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

L'Autorité encourage le Titulaire qui ne serait pas assujéti aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

Article 22 - Conditions financières

Article 22.1 - Paiement par l'Arcep

Le mode de paiement proposé est le virement.

L'ordonnateur des dépenses est : la Présidente de l'Arcep.

¹ Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

Le comptable assignataire est : Le Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique - Bâtiment Necker, 120 rue de Bercy 75012 Paris.

La dépense est imputée sur les crédits inscrits au Programme 134 – Centre financier 0134-CARC-C001.

Article 22.2 - Modalités de facturation

Article 22.2.1 - Généralités

Avant le déclenchement de chaque prestation conclue à prix unitaire (tranche ferme : réversibilité, tranche optionnelle : toutes les prestations), le Titulaire adresse un devis à l'Arcep établi conformément au BPU.

Pour l'ensemble des prestations, seules les celles effectivement approuvées par l'Arcep donnent droit à paiement. Cette approbation, déclarée par l'Arcep, permet de déclarer que « le service est fait ».

Les factures seront émises à terme échu en une seule fois après exécution et admission des prestations du bon de commande selon les modalités arrêtées dans le présent CCAP.

Ainsi, à l'issue de chaque prestation réalisée, l'Arcep approuvera le travail effectué par le Titulaire du marché. Il y aura approbation dès lors que la prestation aura été réalisée par le Titulaire conformément aux dispositions du marché.

Cette approbation pourra déclencher l'émission et l'envoi de la facture par les services comptables du Titulaire du marché. De ce fait, les factures correspondant aux différentes prestations commandées ne doivent en aucun cas parvenir à l'Autorité avant que « le service fait » ne soit prononcé.

Une copie de chaque facture devra être transmise par mail simultanément à la boîte marchés publics (marches-publics@arcep.fr) pour validation.

La facture afférente au paiement sera établie en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes : le numéro de marché, la date de notification, le numéro de la phase ou du bon de commande objet de la facturation et l'identité du service émetteur (AAIRCEP075). Pour l'envoi de la ou des factures, la dématérialisation au format PDF est obligatoire.

Le Titulaire du marché doit transmettre cette facture sur le site :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

en renseignant le numéro de marché à 10 chiffres (exemple : 1504992253), le code service exécutant de l'Arcep (**FAC9470075**) et le n° Siret de l'Etat (**11000201100044**).

Cette dématérialisation permet de :

- Sécuriser la transmission des documents ;
- Suivre l'avancement du traitement des factures ;
- Constituer une preuve acceptée par l'administration fiscale ;
- Bénéficier d'un délai de paiement plus rapide.

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter leur montant au crédit du compte bancaire du Titulaire du marché.

Article 22.2.2 - Modalités de facturation des prestations

a) Phasage budgétaire des prestations conclues à prix forfaitaires (développement)

Le paiement des prestations conclues à prix forfaitaires sera réalisé selon le phasage budgétaire suivant :

- 20% à la réception de la version alpha ;
- 30% à la réception de la version 1.0 ;
- 30% au prononcé de la VABF pour la version 1.1 ;
- 15% au prononcé de la VSR pour la version 1.1 À noter : la VSR peut être prononcée sans réserve. Dans ce cas, les 5% prévus ci-dessous seront payés au prononcé de la VSR pour la version 1.1 ;
- 5% lors de la levée de toutes les réserves pour la version 1.1. À noter : la VSR peut être prononcée sans réserve. Dans ce cas, ces 5% seront payés au prononcé de la VSR pour la version 1.1.

b) Phasage budgétaire des prestations à bons de commande (réversibilité, maintenance)

Les prestations relevant de l'unité d'œuvre (UO) n°1.1 – Maintenance corrective et curative, veille technologique et maintenance - fera l'objet de bons de commandes annuels. La facturation de ces bons de commande sera réalisée trimestriellement.

Les prestations relevant de l'UO n°2 (UO 2.1 à UO 2.8) – Maintenance évolutive – feront l'objet de bons de commande *ad-hoc*, sur la base de devis. La facturation de ces bons de commande sera réalisée à terme échu, par défaut après prononcé sur service fait. Néanmoins, l'Autorité pourra décider de proposer un phasage budgétaire *ad hoc*, formalisé par écrit et repris dans le devis servant à établir le bon de commande, dans le cas où l'évolution serait d'une durée supérieure à six mois et/ou d'un montant supérieur à 50 000 € HT.

Les prestations relevant de l'UO n°3 – Réversibilité – fera l'objet d'un bon de commande *ad-hoc*. La facturation de ce bon de commande sera facturé à terme échu, après prononcé du service fait.

Article 22.3 - Délai global de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et selon les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Ainsi, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture par le pouvoir adjudicateur ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture. Ces dates sont constatées par le pouvoir adjudicateur. À défaut, c'est la date d'établissement de la facture, augmentée de deux jours, qui est retenue.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par le pouvoir adjudicateur avant le mandatement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire du marché précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. À compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global est de 30 jours.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 22.4 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché dans les conditions fixées aux articles L.2193-4 et suivants du Code.

Dans ce cadre, le Titulaire déclare à l'Autorité le (les) sous-traitant(s) au(x)quel(s) il envisage de confier l'exécution de certaines prestations au moyen du [formulaire DC4](#) rempli et signé par le sous-traitant et le Titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement du sous-traitant. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par l'Autorité.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le Titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations et du respect de toutes les autres obligations du figurant au sein du marché. Il apporte au(x) sous-traitant(s) toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

Article 22.5 - Avance

L'option A de l'article 11 du CCAG-TIC peut s'appliquer au présent marché. Dans ce cadre, le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct peuvent bénéficier d'une avance s'ils en font la demande pour les prestations ou les bons de commandes d'une valeur supérieure à 50 000 € HT et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

Article 22.6 - Cession et nantissement de créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du Code. Plus particulièrement, s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, les dispositions de l'article R.2191-51 s'appliquent.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire.

Article 22.7 - Exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire du marché

En application de l'article 54 du CCAG-TIC le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire du marché, soit en

cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire du marché.

Article 22.8 - Réfaction du prix

Dans le cas où l'Arcep estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être admises en l'état, une réfaction du montant de la facture pourra être appliquée. Son pourcentage sera décidé par le pouvoir adjudicateur.

La décision de réfaction ne pourra être notifiée au Titulaire qu'après l'avoir mis en mesure de transmettre ses observations. Dans ce cadre, l'Arcep adressera une notification pour réfaction à venir motivée, et donnera au Titulaire du marché un délai de quinze jours pour lui transmettre ses observations.

Article 23 - Pénalités

Le Titulaire ne pourra être tenu responsable en cas d'inexécution de ses obligations résultant d'un évènement de force majeure.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, aucune exonération n'est prévue concernant l'application des pénalités de retard.

Le montant des pénalités ne saurait dépasser 10% du montant total hors taxes du marché.

Article 23.1 - Pénalités générales de retard

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Hormis les retards définis à l'article 22.2 du CCAP, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, les pénalités suivantes pourront s'appliquer en cas de retard de la manière suivante :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors

variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
R = le nombre de jours de retard.

Article 23.2 - Pénalités de retard – Maintenance

Les dispositions prévues à l'article 14.2.3 du CCAG-TIC sont applicables au présent marché.

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2.3 à 14.2.6 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des délais mentionnés au sein du CCTP, le Titulaire est redevable des pénalités suivantes, sur simple constatation et sans mise en demeure préalable :

Article CCTP	Manquement constaté	Pénalité encourues
5.3.1 Maintenance corrective et curative	Retard dans le délai de prise en compte	10€ HT par heure de retard, limité à 100 € HT par jour (24h) ouvré de retard par rapport au délai fixé dans le CCTP.
	Retard dans la livraison d'une solution de contournement permettant un rétablissement du service ou d'un correctif	10€ HT par heure de retard, limité à 100 € par jour (24h) ouvré de retard par rapport au délai fixé dans le CCTP.
	Retard dans le délai de correction définitive	100 € HT par jour (24h) ouvré de retard par rapport au délai fixé dans le CCTP.
5.3.2 Veille technologique et maintenance adaptative	Retard dans les délais de correction, de montée de version, de test d'impacts et d'estimation des éventuels coûts de remédiation, de mise à jour dans le cadre de la veille technologique et de la maintenance adaptative	100 € HT par jour (24h) ouvré de retard par rapport aux délais fixés dans le CCTP.
5.4.3 Maintenance évolutive	Retard dans le délai de correction du Titulaire suite à recette	100 € HT par jour (24h) ouvré de retard par rapport au délai fixé dans le CCTP.
	Retard dans la livraison d'une évolution	100 € HT par jour (24h) ouvré de retard par rapport au délai fixé dans le devis souscrit.

Article 24 - Assurances

Le Titulaire du marché assurera la responsabilité complète tant civile que pénale des accidents pouvant survenir à son personnel, du fait de l'exécution du présent marché.

Article 25 - Changement de situation du Titulaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifie immédiatement à l'Autorité le jugement instituant la procédure.

Le Titulaire est tenu de signaler à l'Autorité, sans délai et par écrit, tout changement ayant une incidence sur le statut de la société tel que des modifications des personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, relatives à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, etc., y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

Le Titulaire est informé que l'Arcep ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement résultant d'anomalies entre les indications portées sur l'Acte d'engagement et les modifications intervenues au sein de la société du titulaire ou concernant le statut de sa société et dont elle n'aurait pas eu connaissance.

En tout état de cause, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise doivent être signalées à l'Arcep. Le cas échéant, le Titulaire adresse un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société et une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales à l'Autorité.

Article 26 - Résiliation

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC s'appliquent au présent marché.

Toutefois, par dérogation à l'article 47 du CCAG-TIC, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité.

En plus des cas prévus par le chapitre 8 du CCAG-TIC, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire fautif, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- En cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent marché ;
- En cas de manquement au devoir d'information et/ou de conseil ;
- En cas de fautes répétées ;
- Si le montant des pénalités atteint 10% du montant total hors taxes du marché.

Dans ce cas, un préavis d'au moins un mois peut être imposé au Titulaire.

Article 27 - Litiges

Les dispositions du chapitre 9 du CCAG-TIC s'appliquent au présent marché.

Le présent contrat est régi par le droit français.

Tout litige éventuel issu de l'application du présent contrat est soumis au Tribunal administratif de Paris.

Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera soumis au Tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché et au Tribunal Judiciaire de Paris pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46
email : greffe.ta-paris@juradm.fr

Tribunal de Paris
Parvis du tribunal de Paris
75 859 Paris Cedex 17
Téléphone : 01 44 32 51 51
email : tj-paris@justice.fr

Article 28 - Dérogations aux documents généraux

Les dispositions du présent CCAP prévalent sur toutes les dispositions du CCAG-TIC qui lui seraient contraires.

Article du CCAG-TIC auquel il est dérogé	Article du CCAP instaurant la dérogation
Article 32.4	Article 15
Article 14 Article 14.1.3 Article 14.2.1 à 14.2.6	Article 23.1 Article 22.2
Article 47	Article 26

Article 29 - Dispositions finales

Tout rapport, toute documentation et toute correspondance relatifs au présent marché doivent être rédigés en français.